

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-18 du 9 mai 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump annonce un accord commercial avec le Royaume-Uni
2. D. Trump appelle son administration à imposer des droits de 100% sur les films étrangers

Climat – énergie – environnement

3. L'EPA annonce une nouvelle phase dans sa réorganisation

Transport et infrastructure

4. L'administration Trump annonce un plan de modernisation du système de contrôle du trafic aérien

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. La secrétaire à l'Agriculture, B. Rollins, dresse un premier bilan de son action en réaffirmant son engagement pour une politique centrée d'abord sur les agriculteurs

Santé

6. Donald Trump signe un décret favorisant la production de médicaments aux États-Unis
7. Plusieurs entreprises de dispositifs médicaux s'attendent à un impact important des droits de douane sur leurs activités
8. La Food and Drug Administration (FDA) se dote d'un Directeur de l'Intelligence Artificielle

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump annonce un accord commercial avec le Royaume-Uni

D. Trump a annoncé jeudi 8 mai la conclusion d'un accord commercial avec le Royaume-Uni (« *Economic Prosperity Deal* » selon la [fact sheet](#) dédiée). Certaines dispositions de l'accord restent à finaliser et devraient être précisées dans les semaines à venir. Cinq éléments clés peuvent être relevés à ce stade :

1. Maintien du droit additionnel « réciproque » de 10% sur les importations britanniques ;
2. Assouplissements des droits « sectoriels » imposés en vertu de la section 232 :
 - Sur les automobiles britanniques, avec un droit additionnel de 25% réduit à 10%, dans la limite de 100 000 véhicules par an ;
 - Un possible assouplissement des droits imposés aux importations d'acier et d'aluminium, la *fact sheet* mentionnant la négociation d'un « un arrangement alternatif aux droits de douane de la section 232 » et la création d'une « nouvelle union commerciale pour l'acier et l'aluminium ».
3. Un meilleur accès au marché britannique pour les agriculteurs américains : la *fact sheet* mentionne « une opportunité de 5 Md\$ d'exportations supplémentaires » pour le secteur agricole, incluant « plus de 700 M\$ d'exportations d'éthanol et 250 M\$ d'autres produits agricoles, comme le bœuf ». B. Rollins, Secrétaire à l'agriculture, a également précisé lors de la conférence de presse que le Royaume-Uni avait accepté de ramener à 0 les droits de douane sur l'éthanol américain.
4. Dans le cadre de la conférence de presse, H. Lutnick a affirmé que les moteurs et pièces d'avion Rolls Royce seront exemptés de droit de douane.
5. A enfin été mentionné lors de la conférence de presse un volet de sécurité économique. Le président américain a annoncé un travail commun « pour garantir une base industrielle solide, des contrôles à l'exportation appropriés et une protection des technologies et industries clés comme l'acier ».

2. D. Trump appelle son administration à imposer des droits de 100% sur les films étrangers

Dans un post [Truth](#) publié dimanche 4 mai, D. Trump appelle le Département du Commerce et l'USTR à imposer un droit de douane de 100% sur les films étrangers, arguant d'une « menace pour la sécurité nationale ». Le lendemain, le porte-parole de la Maison-Blanche, K. Desai, a [déclaré](#) : « *Although no final decisions on foreign film tariffs have been made, the Administration is exploring all options to deliver on President Trump's directive to safeguard our country's national and economic security while Making Hollywood Great Again.* »

Brèves

- Dans le cadre d'une audition à la Chambre le 5 mai, S. Bessent, a [indiqué](#) que l'administration envisage d'exempter certains produits utilisés par les parents de jeunes enfants, tels que les sièges auto et les poussettes, des droits de douane imposés sur les biens en provenance de Chine.
- Le 6 mai, D. Trump a [rencontré](#) le nouveau Premier Ministre canadien, M. Carney. A l'occasion de cette rencontre, il a qualifié l'accord commercial nord-américain, l'USMCA, de « transitoire », ajoutant qu'il pourrait ne plus être nécessaire : « *We're going to be starting to possibly renegotiate that, if it's even necessary. I don't know that it's necessary anymore.* »
- Le mardi 6 mai, les Etats-Unis et la Chine ont [annoncé](#) qu'un premier échange entre les deux pays sur les sujets commerciaux se tiendra au niveau ministériel en fin de semaine en Suisse. Le secrétaire au Trésor S. Bessent et le Représentant au commerce J. Greer rencontreront le deuxième vice premier ministre He Lifeng.
- Le 1^{er} mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 3 individus mexicains et 2 entités mexicaines affiliés à un cartel mexicain désigné comme organisation terroriste et impliqué dans le trafic illégal de stupéfiants.
- Le 5 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) une entité birmane, la désignant comme organisation criminelle transnationale. Le Trésor a également désigné 3 individus impliqués dans la facilitation d'arnaques cybernétiques visant des citoyens américains, de la traite d'êtres humains et de la contrebande transfrontalière.
- Le 8 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 4 entités chinoises impliqué dans l'achat ou la facilitation de la livraison de pétrole iranien.

Climat – énergie – environnement

3. L'EPA annonce une nouvelle phase dans sa réorganisation

Le 2 mai, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) [a annoncé](#) une nouvelle série de réformes visant à mieux intégrer la science dans ses activités réglementaires. Selon l'administrateur de l'EPA, Lee Zeldin, cette réorganisation permettra de mieux remplir les obligations légales de l'agence et d'améliorer l'efficacité de ses réglementations basées sur les données scientifiques. Parmi les mesures phares figure la [suppression](#) du Bureau de la recherche et du développement dont [la mission](#) actuelle est de fournir la base scientifique sur laquelle s'appuient les actions de l'EPA en matière de protection de l'environnement et de santé publique. Une partie des scientifiques rejoindra le Bureau de la science appliquée et des solutions environnementales, directement rattaché au bureau de l'administrateur, tandis que les autres seront intégrés dans les directions thématiques, où d'autres bureaux sont créés ou renforcés. Le communiqué précise que le Bureau de la sécurité chimique (OCSPP) accueillera environ 130 experts supplémentaires pour résorber les retards dans l'évaluation de plus de 500 nouveaux produits chimiques et de 12 000 pesticides. Ce renfort contribuera également au développement d'outils informatiques et bio-informatiques, voire d'applications d'intelligence artificielle, pour accélérer les processus d'évaluation. Le communiqué précise que ces mesures devraient permettre d'économiser au moins 300 M\$/an et s'inscrivent dans les efforts de restructuration de l'Agence qui vise à ramener ses effectifs à un niveau comparable à celui de l'agence pendant les années Reagan.

Brèves

- Le 2 mai, le Département de l'Intérieur (DoI) [a annoncé](#) qu'il proposait 42 nouvelles possibilités de chasse, sur plus de 35 200 ha dans 11 Etats, au sein du [National Wildlife Refuge System](#) et du [National Fish Hatchery System](#). Cette initiative a pour but d'élargir l'accès récréatif aux terres publiques américaines et devrait permettre d'y tripler les opportunités de chasses et pêches. Le DoI précise que cet élargissement vise à soutenir les économies rurales, favoriser le tourisme, créer des emplois, et promouvoir une gestion responsable des ressources naturelles. Le texte sera soumis à consultation publique et doit entrer en vigueur pour la saison 2025-2026.
- Le 5 mai, le Département de l'Énergie (DOE) [a annoncé](#) le report d'un an de la date limite de mise en conformité inscrite dans le [règlement](#) sur l'énergie propre pour les nouveaux bâtiments fédéraux et les rénovations majeures de bâtiments fédéraux (CER), qui était initialement prévue le 1^{er} mai 2025. Celui-ci limite l'utilisation des énergies fossiles comme le gaz naturel ou le charbon.

- Le 2 mai, le « Federal Permitting Improvement Steering Council » [a ajouté](#) dix projets d'exploitation minière au « Federal Permitting Dashboard » pour qu'ils bénéficient du statut de projet « FAST-41 transparency ». Le communiqué précise que cela garantit la transparence du processus d'autorisation environnementale, permettant ainsi de suivre précisément l'avancement des projets.
- Le 2 mai, le Département de l'Intérieur (DoI) [a annoncé](#) la révision de la règle de garanties financières pour les forages offshore, en s'appuyant sur la version proposée en 2020 sous la première administration Trump. Le DoI précise que cette réforme vise à réduire de 6,9 Md\$ les exigences financières pour les compagnies pétrolières dans le Golfe du Mexique.

Transport et infrastructure

4. L'administration Trump annonce un plan de modernisation du système de contrôle du trafic aérien

Le Président Trump et le Secrétaire aux transports Sean Duffy ont [dévoilé](#) le 8 mai un plan de refonte complète du système national de contrôle du trafic aérien.

Selon le [communiqué](#) du Département des transports (DoT), ce plan permettra de « construire un tout nouveau système de contrôle du trafic aérien à la pointe de la technologie, qui fera l'envie du monde entier. En remplaçant le système actuel, obsolète, la FAA renforcera la sécurité dans le ciel, réduira les retards et ouvrira la voie à l'avenir du transport aérien. Ce plan garantit également que les contrôleurs aériens, qui travaillent dur, disposent d'un système sur lequel ils peuvent compter et qu'ils méritent. » Pour le Secrétaire aux transports Sean Duffy : « Des décennies de négligence nous ont laissé un système obsolète qui montre ses limites. La construction de ce nouveau système est une nécessité économique et de sécurité nationale, et il est temps d'y remédier. »

Le DoT indique que le plan, prévu pour se déployer jusqu'en 2028, se compose de quatre éléments d'infrastructure : les communications, la surveillance, l'automatisation et les installations.

Les points principaux du plan mis en avant sont les suivants :

- Le remplacement des télécommunications vétustes par de nouvelles technologies à fibre optique, sans fil et par satellite sur plus de 4 600 sites, 25 000 nouvelles radios et 475 nouveaux commutateurs vocaux.
- Le remplacement de 618 radars qui ont dépassé leur cycle de vie.
- Le renforcement de la sécurité des pistes en portant à 200 le nombre d'aéroports bénéficiant de l'initiative de

sensibilisation aux phénomènes de surface (Surface Awareness Initiative - SAI)

- La construction de six nouveaux centres de contrôle du trafic aérien pour la première fois depuis les années 1960 et le remplacement de tours et d'Installations de contrôle d'approche radar terminal (TRACON).
- L'installation de nouveaux matériels et logiciels modernes pour toutes les infrastructures de trafic aérien afin de créer un système de plateforme commune dans les tours, les TRACONs et les centres.
- La prise en compte des défis auxquels l'Alaska est confronté en ajoutant 174 nouvelles stations météorologiques.

Le [plan détaillé](#) ainsi qu'un [résumé](#) sont disponibles en ligne.

Distribution et divertissement

Brèves

- Rite Aid Corporation, l'une des principales chaînes de pharmacies des Etats-Unis, a [annoncé](#) la fermeture ou la vente de tous ses magasins restants d'ici à la mi-2025. La chaîne originaire de Philadelphie, qui compte 1240 magasins dans 15 Etats à ce jour, avait déjà déclaré faillite une première fois sous le chapitre 11 du Code des faillites américain en Octobre 2023
- La plateforme de livraison américaine Doordash a [annoncé](#) le 6 mai un accord pour l'acquisition de son concurrent britannique Deliveroo pour 3,86 Md\$. Ceci portera ainsi le nombre de clients servis par le groupe à 50 millions par mois dans 40 pays.
- The Walt Disney Company a [annoncé](#) un accord avec l'entreprise émirienne de loisirs et de tourisme Miral pour la création d'un parc à thème sur l'île de Yas à Abou Dabi. Le nouveau complexe sera entièrement développé et construit par Miral tandis que Disney assurera la direction artistique de ce qui sera son septième complexe dans le monde.
- Le site web de commerce en ligne chinois Temu a [annoncé](#) à la presse la fin des envois de produits depuis la Chine vers les Etats-Unis. Du fait des nouveaux droits de douane sur la Chine et de la fin de l'exemption de minimis sur les colis de faible valeur, l'entreprise a opéré un basculement de modèle économique en direction de produits et de vendeurs basés aux Etats-Unis.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. La secrétaire à l'Agriculture, B. Rollins, dresse un premier bilan de son action en réaffirmant son engagement pour une politique centrée d'abord sur les agriculteurs

A l'occasion des 100 premiers jours de l'administration Trump, la secrétaire à l'Agriculture, B. Rollins, a [réaffirmé](#) par communiqué sa principale priorité : recentrer l'action de l'USDA au service des agriculteurs.

Rollins a notamment [signé](#) un memorandum visant à mettre un terme aux programmes de diversité, équité et inclusion (DEI) de l'administration Biden, jugées coûteuses et condamnables, et à donner la priorité à l'unité, à l'égalité et à la méritocratie dans les politiques de l'USDA. Son objectif est également de garantir une utilisation efficace des fonds publics : chaque dollar dépensé doit bénéficier aux seuls producteurs ou aux allocataires de prestations sociales qui y sont légalement éligibles. Elle a ainsi lancé une [campagne](#) contre la gestion administrative défailante, voire la fraude intentionnelle, dans les programmes alimentaires comme le [SNAP](#), pour s'assurer que les aides parviennent uniquement aux ayants-droits légitimes à les percevoir. Par ailleurs, elle a [exigé](#) une collaboration active des Etats fédérés pour mener à bien cette politique en fournissant à l'USDA les données dont ils disposent. En effet, si c'est l'Etat fédéral qui finance le dispositif SNAP, ce sont les Etats fédérés qui l'administrent.

Enfin B. Rollins inscrit son action en complémentarité de celle de Robert F. Kennedy Jr (RFK), secrétaire en charge de la santé, en faveur d'une Amérique en meilleure santé. Dans le cadre de la Commission « *Make America Healthy Again* » (MAHA) dirigée par RFK, les deux secrétaires ont [affirmé](#) leur volonté d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques d'une alimentation et d'une agriculture plus sûres et saines. Ils ont notamment collaboré au début du mois d'avril à leur premier événement MAHA dans une école de Virginie, pour promouvoir des choix alimentaires sains dès le plus jeune âge.

Brèves

- Le Département de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) une subvention de 23 M\$ pour le transport du bois mort des forêts nationales vers des centres de traitement, afin de réduire les risques d'incendie. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du décret du président Trump ([EO 14225](#)) qui vise à augmenter la production nationale de bois et renforcer la prévention des feux de forêts. Le décret présidentiel vise également à soutenir l'emploi local dans la filière bois, en valorisant le bois de faible valeur, en le transformant en

amendements pour les sols, en sources d'énergie renouvelable ou en matériaux de construction durables.

- Le Département de l'Agriculture (USDA) a décidé de [soutenir](#) les ménages touchés par les récentes tempêtes au Kentucky grâce au programme d'aide alimentaire en cas de catastrophe, le [D-SNAP](#). Ce dispositif exceptionnel permettra à des ménages de 13 comtés sinistrés, même non bénéficiaires du SNAP, de recevoir une aide alimentaire sous conditions de ressources et à ceux qui le touchent déjà de pouvoir bénéficier de l'allocation maximum. Environ 11 500 ménages pourraient bénéficier de ce dispositif ad hoc. Le D-SNAP s'applique à tous les États touchés par une catastrophe naturelle officiellement reconnue.

Santé

6. Donald Trump signe un décret visant à favoriser la production de médicaments aux Etats-Unis par une simplification des procédures d'autorisation administrative

Le Président D. Trump a [signé](#) le 5 mai un décret intitulé « *Regulatory relief to promote domestic production of critical medicines* » visant à renforcer les capacités de production de médicaments aux Etats-Unis. Constatant que 5 à 10 ans s'écoulent généralement entre la formulation d'un projet d'installation de fabrication de produits pharmaceutiques et sa mise en activité aux Etats-Unis, le décret ordonne à la Food and Drug Administration (FDA) et l'Environmental Protection Agency (EPA) de réduire les délais d'approbation de ces installations (*permitting*) sur le territoire américain. A cet effet, sous 180 jours, le Commissaire de la FDA et l'Administrateur de l'EPA devront chacun avoir fait l'état des lieux des réglementations existantes dans leur champ de compétences respectif afin notamment d'éliminer les exigences redondantes et améliorer leur prévisibilité ; accélérer, sur la base d'une approche fondée sur les risques, les procédures de contrôle des installations américaines ; et renforcer les programmes d'assistance et de conseil technique aux installations avant leur mise en activité. Afin de simplifier les procédures de *permitting*, le décret désigne aussi l'EPA comme « cheffe de file », et lui ordonne de mettre en place un point de contact unique chargé de la coordination des demandes de permis. Le Secrétaire de l'Armée de terre (qui détient aussi – via le corps des ingénieurs de l'armée de terre – certaines compétences en matière de *permitting* aux termes du *Clean Water Act* de 1972) est également chargé, sous 180 jours, d'examiner l'opportunité de délivrer un permis unique à l'échelle nationale pour le déversement de certains matériaux utilisés pour la construction des sites de production pharmaceutique.

Par ailleurs, le décret prévoit le renforcement des contrôles des sites de production à l'étranger de produits pharmaceutiques destinés au marché américain. Jugeant que les contrôles inopinés d'agents de la

FDA sont moins fréquents sur ces sites étrangers que sur les sites américains, le décret ordonne à la FDA d'élaborer, sous 90 jours, des lignes directrices visant à apporter des « améliorations » au régime de contrôle de routine des sites étrangers. Le décret précise que ces améliorations devront être financées par une hausse des coûts (*fees*) imposés par la FDA aux producteurs étrangers pour de tels contrôles. En outre, le décret impose au Commissaire de la FDA la publication des statistiques annuelles de contrôle des sites étrangers, détaillant le nombre de contrôles accomplis par pays et par producteur. Dès le 6 mai, la FDA a [annoncé](#) la mise en œuvre d'un plan d'expansion de ses contrôles inopinés sur les sites étrangers.

En signant ce décret, D. Trump a [indiqué](#) qu'il annoncerait dans les deux semaines des droits de douane sur les importations de produits pharmaceutiques. Selon la presse, l'administration [pourrait](#) aussi annoncer en début de semaine prochaine de nouvelles mesures afin de réduire le prix des médicaments couverts par le programme Medicare en les rapprochant des prix de vente de ces médicaments à l'étranger.

7. Plusieurs entreprises de dispositifs médicaux chiffrent les surcoûts à leur activité découlant des droits de douane accrus

Le 5 mai, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Zimmer Biomet a [estimé](#) que les droits de douane sur ses activités en 2025 devraient engendrer des coûts entre 60 et 80 M\$. L'action de Zimmer Biomet a chuté de 11% le jour de cette annonce. D'autres entreprises du secteur ont rapporté un coût estimé des mesures tarifaires supérieur à ce montant. Ainsi, le 2 mai, l'américain Stryker a [déclaré](#) que ces mesures pourraient lui coûter 200 M\$ en 2025, et les 6 et 7 mai, les entreprises de dispositifs médicaux hollandaise [Philips](#) et allemande [Siemens Healthineers](#) ont toutes deux déclaré qu'elles s'attendaient à ce que les droits de douane leur coûtent 300 M € cette année. Toutes ces projections reposent sur le postulat que les Etats-Unis appliqueront des droits de 20% sur les biens originaires d'Union européenne à la fin de la « pause » annoncée sur les droits « réciproques » le 9 juillet prochain.

8. La Food and Drug Administration (FDA) se dote d'un Directeur de l'Intelligence Artificielle

Selon un post LinkedIn en date du 2 mai, Jeremy Walsh, ancien directeur chargé des technologies au sein du cabinet de conseil Booz Allen Hamilton, a été [nommé](#) au poste nouvellement créé de *Chief Artificial Intelligence Officer* (Directeur de l'Intelligence Artificielle) de la Food and Drug Administration (FDA). Cette nomination a été [commentée](#) dans la presse comme s'inscrivant dans le cadre des efforts de cette agence fédérale pour mieux intégrer l'intelligence artificielle (IA) dans ses processus de réglementation et d'évaluation des produits médicaux, y compris dans une perspective

d'accélération de tels processus. Dans un post sur X le 7 mai, le Commissaire de la FDA Martin Makary a en effet [déploré](#) la longueur des délais d'approbation de mise sur le marché de nouveaux traitements, et indiqué que l'agence venait d'accomplir sa première évaluation scientifique assistée par l'IA pour l'un de ces nouveaux traitements. M. Makary s'est félicité de ce que cette première étape ne constituait « que le début » d'une transformation des méthodes de travail de son agence. Le média Wired a par ailleurs [rapporté](#) le même jour que la FDA serait en discussion avec l'entreprise OpenAI afin de développer un outil d'évaluation des médicaments intitulé cderGPT, en référence au *Center for Drug Evaluation and Research*, bureau chargé de ce travail d'évaluation au sein de la FDA.

Ces annonces interviennent dans le contexte où la FDA subit d'importante coupes dans sa masse salariale, avec la suppression [annoncée](#) fin mars de 3500 postes à temps plein [voir [Brèves sectorielles du 28 mars 2025](#)].

Brèves

- Le 7 mai, l'entreprise pharmaceutique américaine Gilead a [annoncé](#) qu'elle prévoyait 11 Md\$ d'investissements supplémentaires aux Etats-Unis d'ici à 2030, en plus des 21 Md\$ déjà promis. Cet investissement devrait permettre la création de 800 emplois directs et soutenir celle de 2200 emplois indirects d'ici à 2028.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)